

Résister Aujourd'hui

Perpétuer la Mémoire de la Résistance et de la Déportation- Être vigilants-Transmettre aux nouvelles générations

Lettre d'informations - juin 2020

Mardi 16 juin 2020 : soutenons le personnel soignant

Nous les avons applaudis à nos balcons, maintenant il nous faut les soutenir dans la rue!

Plusieurs syndicats (CGT, FO, SUD, Unsa...), collectifs hospitaliers (Inter-Urgences, Inter-Hôpitaux, association des Médecins Urgentistes de France...) soutenus par des associations citoyennes (Amis de la Terre, Attac, Collectif climat, Cop 21, LDH...) appellent les personnels et les usager·e·s à se mobiliser le 16 juin pour une journée d'initiatives nationales et de grève. Des manifestations auront lieu dans toute la France, notamment à Paris, Marseille, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Strasbourg, Nantes, Limoges, Montpellier, Nice, Toulon, Avignon, Valence, Aix etc..... suite à l'Appel national « **Plus jamais ça ! 34 mesures pour un plan de sortie de crise** »

Cette mobilisation n'est pas seulement celle des personnels des hôpitaux.

Elle nous concerne tout·e·s, partout dans toutes nos villes et villages.

Nous appelons tous les citoyen.ne.s à se rassembler et à manifester mardi 16 juin aux heures et lieux indiqués par les organisateurs locaux, dans le respect des gestes barrières (masques et distanciation physique) N'oubliez pas vos fanions et banderoles "Résister Aujourd'hui".

Avec l'ensemble des personnels, leurs organisations syndicales et les collectifs, aux côtés des associations citoyennes nous exigeons un plan d'urgence pour l'hôpital public. Pour garantir l'accès gratuit aux soins de qualité sur l'ensemble du territoire, il est nécessaire dès à présent d'embaucher du personnel avec un premier plan de 100.000 recrutements,

- **augmenter les salaires** en assurant l'égalité avec les personnels étrangers,
- **revaloriser les postes d'infirmières et d'aides-soignantes**,
- supprimer la sélection et **créer des places dans les formations de santé**,
- **annuler la dette des hôpitaux** et **augmenter leurs budgets** d'au moins 5 %.

Ces premières mesures doivent permettre d'améliorer le fonctionnement de l'ensemble des services et **d'ouvrir des lits** en nombre suffisant au quotidien comme en période de crise sanitaire.

Tous les **plans de restructuration et de fermetures** de sites ou de services doivent être **annulés** et une logique de coopération doit être mise en place.

Pour assurer un accès aux soins efficient et équitable pour l'ensemble des personnes résidant sur le territoire français, une **revalorisation des dispositifs spécifiques** comme l'**Aide Médicale d'État** ou la **Protection Universelle Maladie** qui ont été sévèrement revus à la baisse l'année dernière, est plus que jamais essentielle.

La France doit également concrétiser son engagement de faire du futur traitement contre le Covid-19 et du futur vaccin un bien public mondial en **conditionnant ses financements à la recherche à la mise en commun des futurs brevets développés**. La pandémie du coronavirus ne doit pas servir à enrichir les grands groupes pharmaceutiques.

Ce sont aussi les **personnels des EHPAD et de l'aide à domicile - des femmes à plus de 95%** - qui doivent être reconnus, **revalorisés, mieux formés et recrutés en nombre** suffisant. Un grand service public de la perte d'autonomie pour sortir ce secteur de la loi du marché est nécessaire.

Ce ne sont pas des médailles que les personnels réclament mais des actes.

Si l'hôpital a tenu, malgré les plans d'austérité imposés depuis de nombreuses années, c'est bien du fait de la mobilisation des personnels. **Ce ne sont pas les premiers de cordée, bénéficiaires des politiques néolibérales, qui ont permis à notre société de tenir, mais bien le travail des premiers de corvée, salarié·es et fonctionnaires, d'ordinaire peu considérés, peu valorisés, au statut parfois précaire.**

L'utilité sociale des activités nécessaires au bon fonctionnement de la société doit être reconnue. La crise doit conduire l'État, les branches professionnelles et les entreprises, à prendre de nouveaux engagements pour revaloriser tous ces emplois à prédominance féminine.

Refondons un nouveau Conseil National de la Résistance, reconstruisons un système de santé et de protection sociale de haute qualité, universel, socialisé, dont les seuls profits seront le bien-être collectif !

Mercredi 17 juin et jeudi 18 juin 1940 : souvenez-vous des appels à la Résistance

☐ N'oublions pas, en ce mois de juin 2020, ces français de toutes sensibilités qui ont su, dès 1940, il y a 80 ans, résister et appeler à résister. Ils étaient peu nombreux mais avaient la volonté farouche de défendre nos Libertés. La nazification de l'Europe se heurta dans tous les pays à des actes de résistance, qui vont aller en s'amplifiant au fur et à mesure du durcissement des conditions d'occupation et de l'amélioration de l'organisation des réseaux de résistants.

☐ C'est l'unité forgée au sein du Conseil National de la Résistance, présidé par Jean Moulin, dans la nuit de la clandestinité qui a permis, à la libération, la restauration de la République et l'approfondissement de la démocratie.

☐ C'est aussi ce consensus né de la Résistance qui est à la base des progrès économiques et sociaux que la France a connu dès 1945, les nationalisations, la création de la sécurité sociale, des retraites par répartition, des comités d'entreprises, la liberté de la presse etc.

☐ **En 1994**, des personnalités de tous horizons politiques ou confessionnels, de Lucie Aubrac à Jacques Chaban-Delmas, de Geneviève De Gaulle au père Jean Cardonnel.....acceptent de parrainer l'association « **Résister Aujourd'hui** » pour une mémoire vivante et partagée de la Résistance et de la Déportation.

N'oublions pas ceux qui ont été à l'initiative de cette démarche :

Bernard Bermond, Henri Blanc, Francis Cammaerts, Sydney Chouraqui, Daniel Cosson, Georges Eyragues, René Hostache, Robert Pasquier, Louis Van Loo et Raymond Vial.

☐ En 2020, en ces temps de crise sanitaire, les acquis sociaux et culturels du programme du CNR, continuent de partir en lambeaux, notamment le régime des retraites, la santé, le droit du travail et les services publics pour lesquels nos aînés se sont battus parfois jusqu'au sacrifice suprême dans les maquis ou dans les camps de la mort.

Nous appelons les français de toutes tendances à résister encore car c'est toujours sur le terreau du chômage et de la misère que naissent et prospèrent les fascismes.

Rappel historique

☐ **Le 21 mars 1940**, Paul Reynaud, homme du centre, devient Président du Conseil (Premier Ministre) remplaçant Edouard Daladier déconsidéré depuis qu'il a signé les accords de Munich avec Hitler.

☐ **Le 16 juin 1940**, après la débâcle française face à l'armée allemande, **Paul Reynaud**, alors en désaccord avec les principaux membres du gouvernement et responsables militaires, fatigué et écoeuré par ce qu'il a entendu, **démissionne** et est remplacé par le maréchal Pétain, qui signe l'armistice dès le lendemain.

☐ **Le 17 juin 1940 à 12H30**, le maréchal Pétain déclare « assumer la capitulation ».

Le jour même du discours de **Pétain**, quelques Français se disent "révulsés" comme **Germaine Tillion (*)**, cofondatrice quelques semaines plus tard du premier réseau de résistance-le réseau du Musée de l'Homme. Le soir même, **Daniel Cordier (*)**, jeune maurassien et futur secrétaire de **Jean Moulin**, rédige à Pau un tract "contre le traître Pétain". Le démocrate-chrétien **Edmond Michelet (*)** et le communiste **Charles Tillon (*)** font de même à Brive et à Bordeaux.

Le lendemain le **Général De Gaulle** lance son appel de Londres.

(*) Si vous êtes intéressés par l'intégralité de ces discours nous vous les ferons parvenir.

☐ **Le 18 juin 1940 à Londres**, le Général De Gaulle conclue son appel par « la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas ».

□ **le 10 juillet 1940**, le Parlement vote à Vichy les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain et la plupart des français, illusionnés par ses discours, ont laissé faire et ont permis la trahison et la collaboration avec les nazis et l'on sait ce que cela a coûté à la France et à l'Europe.

Hommages

Après le décès en avril de Michel Cacciotti, membre de notre comité d'honneur, celui de Paul Lombard le 07 juin avec le message de notre Président d'Honneur au Maire de Martigues Gaby Charoux adhérent à Résister Aujourd'Hui :

Monsieur le Maire, cher ami,

Avec une immense tristesse, j'ai appris [hier](#) le décès de mon ami, Paul Lombard, votre Maire honoraire.

Fils de Résistant communiste arrêté et fusillé par les Allemands le **13 juin 1944**, Paul Lombard, officier de la Légion d'Honneur avait accepté de parrainer l'association "Résister [Aujourd'hui](#)" dès sa création en 1994.

Il suivait avec toujours un intérêt soutenu nos activités et nos écrits et chaque année nous nous retrouvions aux commémorations du maquis de St Anne et du Fenouillet.

Je me souviens des années 60, il y a 60 ans, nous militions déjà ensemble pour la défense des conquêtes du Conseil National de la Résistance et je sais qu'[aujourd'hui](#) il serait à nos côtés pour continuer son combat, celui de sa vie.

En mon nom, au nom de tous les adhérents de "Résister [Aujourd'hui](#)" je présente mes sincères condoléances à sa compagne, à ses proches et aux habitants de Martigues devenus orphelins.

Peux-tu Gaby transmettre ce message à sa compagne et à tes administrés.

Merci

Fraternellement à toi

Michel Vial

Président-Fondateur de "Résister [Aujourd'hui](#)"